

L'eurodéputée Carola Rackete : « Notre génération doit mettre fin aux énergies fossiles »

La figure du sauvetage en mer des exilés, devenue eurodéputée allemande, a entamé en octobre une tournée des luttes écologistes et syndicales dans les régions dévastées par l'extractivisme. À la veille de la COP29, elle insiste sur l'urgence de tisser des liens Nord-Sud pour lutter contre les mégaprojets fossiles.

[Mickaël Correia](#) 10 novembre 2024 à 19h13

Devenue célèbre en 2019 pour [avoir accosté](#) de force sur l'île de Lampedusa (Italie) avec une quarantaine d'exilé·es sauvé·es en mer, Carola Rackete a été en juin élue au Parlement européen sur la liste du parti de gauche allemand Die Linke.

L'ex-capitaine de navire humanitaire de 36 ans, désormais membre de la commission de l'environnement de l'Union européenne, veut rapprocher partis, syndicats et activistes écologistes pour lutter contre le chaos climatique et les inégalités sociales qu'il engendre.

« Nous sommes confrontés à un choix en Europe : les droits fondamentaux ou la suprématie blanche ; la justice climatique ou l'apartheid climatique ; une vie de qualité pour tous ou le retour du fascisme », [avait déclaré](#) en 2023 Carola Rackete lors de sa nomination officielle à la liste de gauche pour les élections européennes.



Carola Rackete en juin 2024 à Berlin. © Photo Christoph Soeder / dpa Picture-Alliance via AFP

Depuis fin octobre, l'eurodéputée a entamé une [tourné internationale](#) des luttes sociales et écologistes dans les zones dévastées par l'extractivisme fossile ou le chaos climatique.

Alors que la 29^e Conférence des parties (COP29) se tiendra du 11 au 22 novembre à Bakou, en Azerbaïdjan, Carola Rackete revient pour Mediapart sur l'urgence de sortir des énergies fossiles. Depuis Santiago, au Chili, où elle a participé à une conférence sur le féminisme et l'extrême droite, l'eurodéputée explique pourquoi lutter au Nord comme au Sud contre les multinationales destructrices du climat est un enjeu de justice sociale et environnementale.

Mediapart : Dans quel pays avez-vous commencé votre tournée des luttes syndicales et écologistes et qu'est-ce qui vous a le plus marquée parmi les militant·es rencontrés ?

Carola Rackete : Fin octobre, nous avons commencé notre tournée des luttes en Colombie alors que débutait la [COP16 sur la biodiversité](#).

Nous avons donc profité de cette occasion pour rencontrer dans la région de Cauca des communautés autochtones et afrodescendantes qui se sont unies pour lutter pour la préservation de leurs terres contre les grandes plantations de pins et d'eucalyptus à destination d'une multinationale du papier basée en Irlande, Smurfit Kappa. En bout de chaîne, ces plantations produisent entre autres la matière première pour les boîtes en carton d'Ikea.

Ces plantations sont très gourmandes en eau et en pesticides, posant d'énormes problèmes de contamination et d'accès à l'eau pour les habitants du coin.

Nous avons également eu une réunion très intéressante avec le plus ancien et le plus grand syndicat du pays – qui compte 25 000 membres –, le Syndicat des travailleurs de l'industrie pétrolière de Colombie, qui milite activement pour la transition écologique.

Comment expliquez-vous que ces ouvriers du pétrole soient écologistes ?

Cela est dû au fait que nombre de ces ouvriers sont issus des communautés autochtones, et sont enracinés, de par leur histoire, dans les mouvements paysans et des droits des peuples indigènes. D'autres ont été auparavant agriculteurs, ou leur famille l'est. Ces travailleurs sont donc très liés à la terre et ils comprennent que si elle est dévastée par l'extractivisme pétrolier, la crise climatique les affectera de plus en plus.

D'un point de vue économique, ils savent aussi que leurs emplois dans cette industrie sont menacés à court terme et que la transition énergétique est synonyme d'emplois. Pour eux, justice sociale et justice environnementale vont logiquement de pair.

Je suis passée ensuite en Argentine, dans la province de Jujuy, connue pour l'extraction minière de toutes sortes de métaux dont le lithium, utilisé pour les batteries électriques des voitures. Systématiquement, les normes environnementales et les études d'impact sur les écosystèmes ne sont pas respectées dans cette région. Et les communautés autochtones voient leurs droits humains élémentaires bafoués par le gouvernement d'extrême droite de [Javier Milei](#), qui veut accélérer les investissements miniers dans cette région.

L'objectif sera ensuite d'aller par exemple en France, voir les militants contre l'autoroute A69 puis, l'année prochaine, je projette d'aller en Afrique de l'Est, probablement pour mettre en avant les luttes anti-extraction pétrolière.

Tout cet extractivisme n'est qu'une continuité historique de la colonisation qui a démarré il y a déjà 500 ans.

Vous présentez cette tournée comme une mise en réseau des luttes sociales et écologistes...

Je pense que lorsque nous regardons du sud vers le nord, ce sont souvent des multinationales européennes ou des consommateurs européens qui utilisent les minéraux extraits dans les pays les moins industrialisés. C'est en Argentine par exemple que BMW achète le lithium dont il a besoin.

Ces liens Nord-Sud sont extrêmement importants pour faire pression sur les entreprises parce qu'elles ne respectent souvent pas les droits humains et les standards environnementaux. Et il est plus facile de dénoncer cela depuis l'Europe en tentant notamment de convaincre les investisseurs de retirer leur argent de ces projets néfastes.

Ces connexions militantes sont également précieuses pour les personnes du Sud global, en particulier pour être entendues des médias voire être appuyées politiquement par le Parlement européen. Affronter conjointement au Nord comme au Sud les multinationales destructrices de la planète est un enjeu de justice internationale.

Vous parlez beaucoup des communautés autochtones qui s'organisent. Quelle est la dimension décoloniale de ces luttes climatiques ?

Pour ces communautés, tout cet extractivisme n'est qu'une continuité historique de la colonisation qui a démarré il y a déjà 500 ans. Fondamentalement, le Nord ne fait toujours que piller les ressources dans le Sud en laissant aux gens des terres polluées et des eaux contaminées.

En ce sens, pour les militants autochtones rencontrés, il est absurde selon eux d'utiliser le terme de politiques « *néocoloniales* ». Ils se disent engagés dans une lutte pour la souveraineté sur leurs terres, pour vivre dignement dans un environnement sain qu'ils pourront léguer aux générations futures.

La COP29 commence lundi prochain. Si les COP ont acté la nécessité de sortir des énergies fossiles, le monde n'a jamais autant consommé de pétrole, de gaz et de charbon. Pourquoi, selon vous, est-il urgent de mettre fin à l'ère des énergies fossiles ?

Nous venons d'avoir des inondations meurtrières [à Valence](#), en Espagne. Et nous avons vécu également des pluies torrentielles il y a trois ans [en Belgique](#) et en Allemagne, causant la mort de plus de 150 personnes.

Le chaos climatique touche désormais tout le monde. Nous savons scientifiquement et depuis longtemps que le climat se réchauffe à cause de la combustion du pétrole, du gaz et du charbon. Il est donc extrêmement urgent d'agir car même si nous nous arrêtons maintenant d'émettre des gaz à effet de serre, la crise climatique continuera de s'aggraver tant que nous ne parviendrons pas à éliminer le surplus de CO₂ dans l'atmosphère.

Le travail de notre génération est de mettre fin tout de suite à toute forme d'extraction et d'utilisation des énergies fossiles. Puis la seconde étape est de restaurer les zones humides, les

tourbières, les forêts, pour que ces écosystèmes absorbent assez de CO₂ dans l'atmosphère afin que l'on ne soit plus en danger.

Même ici, en Europe, nous avons des projets d'exploitation des énergies fossiles contre lesquels nous devons nous soulever.

Les COP sont de plus en plus critiquées parce qu'elles accouchent de textes finaux très peu ambitieux en matière d'action climatique. Pensez-vous que c'est un espace politique que les activistes doivent investir ou au contraire désert ?

Personnellement, je n'y suis jamais allée. Pour les habitants du Sud global, ces événements sont surtout utiles pour obtenir plus de visibilité médiatique, même si on ne leur accorde pas toujours d'attention politique.

Je pense qu'il est toutefois plus utile de s'engager localement, parce qu'en fin de compte, ce qu'il faut arrêter, ce sont les projets néfastes qui se dressent souvent devant nos portes. En Allemagne, par exemple, de nouveaux terminaux d'importation de gaz fossile sont en cours de construction et le gouvernement veut extraire du pétrole en mer du Nord. Donc même ici, en Europe, nous avons des projets d'exploitation des énergies fossiles contre lesquels nous devons nous soulever.

Face à la réélection récente de Donald Trump à la tête des États-Unis, comment s'organiser sur le terrain face à cette montée des idéologies [fascistes](#) ?

Les gens ont clairement peur à cause des problèmes économiques, qui sont aggravés par la crise climatique et les politiques néolibérales.

Pour vous donner un exemple en Allemagne, les constructeurs automobiles comme [Volkswagen](#) parlent de fermer potentiellement certaines usines. C'est du pain bénit pour l'extrême droite, car elle raconte aux travailleurs qui sont effrayés à l'idée de perdre leur emploi que l'industrie automobile est capable de continuer, comme elle l'a fait au cours des dernières décennies. Ce qui est totalement faux.

La gauche doit être en mesure de formuler des propositions concrètes concernant les autres emplois que ces travailleurs pourraient exercer. Et un point intéressant ici est la question de l'énorme différence de salaires entre les secteurs économiques de notre société.

Les travailleurs de l'industrie automobile font partie des salariés les mieux payés d'Allemagne. Mais d'autre part, nous manquons cruellement de chauffeurs de bus, ou de travailleurs dans le secteur de la santé, qui sont des emplois typiquement féminins et mal payés. Il faudrait des politiques publiques qui réparent cette énorme disparité salariale car le travail d'une infirmière, d'une personne qui s'occupe d'une personne âgée ou d'un chauffeur de bus est très important pour la société.

En valorisant socialement et en payant mieux ces métiers, cela pourrait inciter les salariés de l'industrie automobile à se reconvertir dans les transports en commun ou dans le soin.

À lire aussi

[Européennes : la capitaine Carola Rackete à la rescousse de la gauche allemande](#)

30 mai 2024

Vous êtes connue pour votre engagement auprès des exilés en Méditerranée, et aujourd'hui vous êtes élue dans un Parlement européen où l'on observe un retour en arrière sur les politiques écologistes. Comment vous sentez-vous en tant que jeune femme engagée dans un monde de plus en plus traversé par le racisme et le sexisme ? Avez-vous encore de l'espoir ?

Oui, toujours. Je pense que le *backlash* réactionnaire auquel nous assistons est une réaction au fait que les femmes et les personnes racisées s'expriment désormais davantage dans la sphère publique.

Une des preuves est que l'une des voies d'accès à l'extrême droite est le recrutement, souvent par antiféminisme, de jeunes hommes blancs qui estiment avoir perdu leur position dominante, qui jugent qu'il était plus facile pour eux avant de réussir, d'avoir une bonne carrière, etc.

Oui, les choses reculent dans certains pays, notamment sur l'accès à l'avortement. Mais je ne pense pas que les femmes, les communautés LGBTQ+ et les personnes racisées aient perdu la lutte. Au contraire, la meilleure réponse à ces contrecoups réactionnaires est de continuer de se battre pour nos droits.

[Mickaël Correia](#)